

FAITS MARQUANTS DES OS 34 ET DES GTS : LUNDI, 6 JUIN 2011

Dans la matinée, la séance plénière d'ouverture de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) s'est réunie. La plénière d'ouverture de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) est restée suspendue tout au long de la journée, et a finalement été reportée à mardi, en attendant les consultations sur l'ordre du jour.

SBSTA

QUESTIONS D'ORGANISATION: Le Président du SBSTA, Mama Konaté (Mali) a invité les parties à présenter leurs propositions sur les nouveaux points de l'ordre du jour provisoire (FCCC/SBSTA/2011/1).

Sur le point proposé relatif à un programme de travail sur l'agriculture, la NOUVELLE ZÉLANDE, avec le CANADA, a déclaré que le programme de travail permettrait au SBSTA d'examiner les questions d'ordre technique et méthodologique en matière d'adaptation et d'atténuation dans le secteur agricole. La NOUVELLE ZÉLANDE a précisé que la proposition vise à apporter un appui au travail de l'AWG-LCA, et aboutir à une décision à la CdP 17.

À propos du carbone bleu: les systèmes marins côtiers, la PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE a expliqué que ce point de l'ordre du jour devrait inclure l'examen des terres humides et des écosystèmes côtiers.

Concernant les droits de la nature et l'intégrité des écosystèmes, la BOLIVIE a appelé à un forum pour discuter des impacts des changements climatiques sur les écosystèmes.

Pour ce qui est du forum sur l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte, l'ARABIE SAOUDITE a déclaré que le mandat était basé sur la Décision 1/CP.16 (résultat des travaux de l'AWG-LCA) et que ce point proposé devrait remplacer le point de l'ordre du jour sur les conséquences économiques et sociales des mesures de riposte.

À propos des impacts du changement climatique sur les ressources en eau et la gestion des ressources en eau, l'ÉQUATEUR a souligné le droit humain à l'eau.

Commentant sur l'ordre du jour provisoire, l'ARGENTINE, au nom du G-77/CHINE, a mis en garde contre le transfert au SBSTA, des questions non résolues de l'AWG-LCA, affirmant

que l'AWG-LCA devrait maintenir un aperçu des questions spécifique qui ont été confiées au SBSTA pour examen. Il a également appelé à une autre réunion des Organes subsidiaires (OS) avant Durban.

La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAIN, avec la GRENADÉ, nom de l'AOSIS, a recommandé que les parties commencent le travail sur les éléments qui font habituellement partie de l'ordre du jour du SBSTA, tout en poursuivant les consultations sur les nouveaux points proposés. L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a souligné l'importance des travaux du SBSTA sur REDD, et du Programme de travail de Nairobi sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation (PTN). La Gambie, au nom des PMA, a souligné la recherche et l'observation systématique, ainsi que l'amélioration du PTN pour soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation dans les PMA. La Grenade, au nom de l'AOSIS, a souligné la nécessité d'accélérer les travaux dans le cadre du PTN.

La Suisse, au nom du GROUPE DE L'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE (GIE), a souligné la nécessité des travaux méthodologiques sur la REDD +. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la COALITION DES NATIONS DE RAINFOREST, a souligné les progrès réalisés dans la Décision 1/CP.16 sur la REDD +, mais a noté l'importance de l'orientation sur les garanties. L'AFRIQUE DU SUD a souligné le caractère axé-sur-les-parties du processus et a exprimé son engagement pour un processus transparent à la CdP 17 et CdP / RdP 7 à Durban.

Konaté, le Président du SBSTA, a suggéré que les parties adoptent l'ordre du jour, afin de permettre l'avancement des travaux sur les points déjà abordés par le SBSTA, y compris les travaux sur les questions recommandées par la CdP 16. Il a en outre proposé de suspendre l'examen des nouveaux points, en attendant les consultations. Konaté a par ailleurs expliqué que le Président de SBI est en train de mener des consultations sur les conséquences économiques et sociales des mesures de riposte, et sur un forum sur la mise en œuvre des mesures de riposte, et a déclaré que la solution obtenue pourrait être appliquée au SBSTA. Il a souligné que la proposition vise à faire progresser les travaux, et à permettre aux pays d'exprimer leurs points de vue sur les nouveaux points inscrits à l'ordre du jour.

Les ÉTATS-UNIS, l'ARGENTINE, l'UE, le VÉNÉZUELA, le SURINAME, la COLOMBIE, l'ÉGYPTE, l'ARABIE SAOUDITE, le BRÉSIL, l'Australie, les PHILIPPINES, l'ÉQUATEUR, la SUISSE, l'INDONÉSIE, la CHINE, le COSTA RICA, le SINGAPOUR, la MALAISIE et TRINITÉ ET TOBAGO ont soutenu cette approche. Le VÉNÉZUELA a souligné que les consultations pourraient aboutir à l'abandon de certains points. L'ARGENTINE a appuyé la proposition, mais a précisé de suspendre les discussions sur tous les nouveaux points en attendant le résultat des consultations, et a suggéré que l'abandon de certains points pourrait être le résultat des consultations. La PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE a déclaré qu'elle pourrait appuyer le démarrage des travaux sur les questions qui figurent habituellement à l'ordre du jour du SBSTA, s'il y a un accord que la plénière du SBSTA se réunira dans une semaine pour faire le point sur l'inclusion des nouvelles questions dans l'ordre du jour.

Le GROUPE DE COORDINATION a appuyé la proposition de traiter l'agriculture comme un point distinct. Les ÉTATS-UNIS ont appelé à l'examen des mesures de riposte, du carbone bleu et de l'eau dans le cadre des points existants. L'INDONÉSIE s'est opposée à la discussion des points examinés par l'AWG-LCA tels que l'agriculture, mais s'est dit favorable à des consultations sur l'ordre du jour. Le PAKISTAN a appelé à un examen adéquat de la gestion des ressources en eau et de l'agriculture sous des points distincts de l'ordre du jour, ou comme éléments distincts du PTN. La COLOMBIE, avec le BRÉSIL, a soutenu l'examen de l'agriculture et de la gestion des ressources en eau dans le cadre des points existants de l'ordre du jour.

Le BRÉSIL a souligné que d'autres questions proposées, y compris le carbone bleu, ne sont pas suffisamment préparées pour un examen. Il a également déclaré que les points examinés par l'AWG-LCA, y compris l'agriculture, ne devraient pas être considérés séparément. Le GROUPE AFRICAÏN, avec la SUISSE, s'est dit préoccupé par l'examen des questions sectorielles comme points distincts de l'ordre du jour.

La BOLIVIE s'est opposée à l'inclusion de la REDD dans l'ordre du jour, soulignant que l'inclusion d'éléments provenant des Accords de Cancun, qui n'ont pas été adoptés par consensus, n'est pas acceptable. Elle a déclaré qu'elle pourrait accepter la suspension de la discussion sur ce point, avec les autres points, et a proposé d'élargir le titre du point de l'ordre pour inclure les «mesures concernant les forêts».

La COLOMBIE, avec la MALAISIE, a souligné la nécessité de maintenir la REDD dans l'ordre du jour. TUVALU, avec les PHILIPPINES, a noté sa compréhension de la position bolivienne sur la REDD, mais a déclaré qu'il existe des moyens d'accommoder des positions différentes. Soulignant que la REDD figurait déjà à l'ordre du jour de SBSTA, l'Australie a déclaré que la REDD ne devrait pas être considérée au même titre que les autres nouvelles questions. La GUYANE, avec le COSTA RICA et le SURINAME, a déclaré que la décision d'introduire la REDD dans l'ordre du jour du SBSTA a été prise par la CdP et qu'aucune partie n'est habilitée à la retirer. La PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE, la GUYANE et le COSTA

RICA se sont opposés au changement du titre de l'ordre du jour. En réponse, la BOLIVIE a proposé que le point soit intitulé "la REDD et les mesures concernant les forêts."

TUVALU a appelé à plus de transparence dans les négociations sur la REDD. Il a souligné que les négociations sur la REDD devraient être facilitées par les représentants des pays de l'Annexe I et des pays non visés à l'Annexe I qui n'ont pas un intérêt matériel dans un résultat sur la REDD. Il a déclaré que toutes les consultations devraient se dérouler dans un groupe de contact afin de permettre aux peuples autochtones et aux autres parties prenantes de contribuer directement aux négociations.

Konaté, le Président du SBSTA, a informé les délégués qu'il mènerait des consultations sur la REDD, pendant que les consultations se poursuivraient dans le cadre du SBI sur les mesures de riposte, et que le SBSTA se réunirait de nouveau dans l'après-midi. La plénière a ensuite été suspendue.

À 19h25, le SBSTA s'est réuni de nouveau, brièvement. Konaté le Président du SBSTA informé les parties que les consultations se poursuivent et que le SBSTA reprendra mardi.

DANS LES COULISSES

La Conférence de Bonn sur les changements climatiques s'est ouverte dans le cadre habituel de Maritim Hotel, sous un ciel bleu, par un jour d'été chaud et ensoleillé. La journée s'est cependant terminée par un temps nuageux, reflet de l'ambiance qui régnait à l'intérieur du centre des Conférences.

Hormis une réunion du SBSTA tenue dans la matinée, les séances plénières d'ouverture des deux Organes subsidiaires sont restées suspendues tout au long de la journée. Ce retard était dû à des divergences de vues des parties sur l'ordre du jour proposé des deux organes. Outre les modifications sur le "traditionnel" ordre du jour basé sur les résultats de Cancun, les différentes parties ont proposé de nouveaux points, dont certains semblaient prêter à la controverse.

La plupart des délégués ont par conséquent passé la journée à attendre le début des réunions, ou à essayer, à huis clos, de s'accorder sur les ordres du jour. Juste avant la réception offerte par le Maire de Bonn, prévue à 19 h, le Président a annoncé le report à mardi matin, de la séance plénière d'ouverture de SBI. Ce retard a amené certains délégués à évoquer le «spectre de Bangkok». Et l'un d'eux a déclaré : "J'espère que nous n'allons pas réveiller les fantômes de Bangkok, mais je m'attends à ce que nous passions une partie du temps à chercher un consensus sur l'ordre du jour."

La plénière du SBSTA a commencé tôt, mais les discussions de la matinée ont révélé des divergences d'opinions sur la manière de procéder, notamment concernant la REDD. Les consultations informelles ont par conséquent démarré. Dans la soirée, certains négociateurs semblaient optimistes qu'un accord allait être conclu sur la façon d'aborder la REDD. Cependant, juste avant 19h 30, le Président a annoncé le report également à mardi, de la plénière de SBSTA. «On dirait que nous retournons au futur», a déclaré un délégué, au moment où il quittait hâtivement le Maritim Hotel.